

débat par les porte-parole du NPD. Nous avons trouvé que ce n'était pas au contribuable à titre individuel à supporter tout le fardeau. On a prétendu qu'il finirait quand même par lui incomber sous forme de prix plus élevés. Peut-être, cependant, le ministère des Corporations et de la Consommation, avec l'aide du Bureau dont on prévoit la création, pourrait-il exercer une surveillance vigilante dans ce sens et s'assurer que le contribuable individuel ne supportera pas tout le poids de l'augmentation des impôts que le gouvernement prétend indispensable pour faire face à ses obligations.

Un autre facteur est l'amélioration incontestable qu'apporte à la nouvelle mesure l'exemption plus élevée. Au lieu de s'appliquer à tout montant d'impôt à compter de \$100, la taxe s'applique maintenant à tout montant de \$200 ou plus. Je ne sais trop quel sera l'effet net de cette majoration de l'exemption, mais le ministre a déclaré hier que 2,400,000 contribuables ne paieraient aucune surtaxe, soit 36 p. 100 de ceux qui sont censés avoir des revenus imposables cette année. C'est, me semble-t-il, un autre facteur qui doit être pris en considération.

● (12.30 p.m.)

Toutefois, une des principales raisons de la position que nous avons prise c'est que le gouvernement a manifesté quelque intention de s'attaquer au problème sur plusieurs fronts. Par exemple, on prévoit une nouvelle réduction des dépenses de l'ordre de 75 millions de dollars. Je suis persuadé qu'il serait possible de réaliser des économies beaucoup plus rigoureuses sans que l'ensemble de la nation en soit défavorablement affectée. Si le gouvernement avait passé au peigne fin ses crédits et son programme de dépenses, il aurait sûrement pu effectuer des coupures plus profondes sans pour autant nuire à notre situation économique actuelle. Néanmoins, en plus des coupures que le gouvernement avait déjà annoncées, il promet d'amputer encore les dépenses de 75 millions de dollars.

Le ministre a aussi annoncé le gel des effectifs de la fonction publique. J'en ai parlé au début de mes remarques. Au cours des années, nous avons soutenu qu'on avait augmenté sans raison le nombre des fonctionnaires. Si les services étaient accrus proportionnellement à cette hausse, on n'aurait pas raison

de se plaindre. Mais nous sommes convaincus que les avantages que nous obtenons ne traduisent pas cet accroissement du nombre des fonctionnaires.

Il me semble que ces propositions visent surtout à accroître les recettes fiscales. D'après la formule classique, le gouvernement n'a que deux sources de recettes: l'impôt et l'emprunt. Nous savons que le gouvernement fédéral a certaines responsabilités constitutionnelles. Nous savons aussi que pour les remplir, il lui faut des recettes accrues.

Ce besoin provient notamment du fait que le gouvernement soit déterminé à intervenir dans des domaines de compétence provinciale. Il doit donc consacrer à ces domaines une tranche plus abondante des recettes fiscales, afin de donner aux provinces l'impression qu'il leur fait un cadeau, alors qu'il leur remet des impôts qui leur appartiennent de toujours et qu'on n'aurait jamais dû leur enlever.

Je le répète, notre système traditionnel de financement n'offre au gouvernement fédéral que deux sources de revenu, l'imposition et l'emprunt. Nous nous opposons à l'emprunt à cause de ses répercussions sur la dette nationale. L'intérêt imputé à notre dette nationale s'élèvera, cette année, à 1,400 millions de dollars.

Les électeurs canadiens n'ont pas jugé nécessaire de modifier notre système traditionnel de financement. Nous avons donc aujourd'hui un gouvernement qui doit s'en tenir, à bien des égards, à l'ancien système, tout à fait démodé. Le gouvernement a les mains liées. Il se fait les plus grands efforts pour faire face à la situation par des politiques qui ne se sont jamais encore révélées très efficaces, mais qui sont les seules dont il dispose dans notre système actuel. Voilà une autre chose dont nous avons dû tenir compte en prenant notre décision.

A notre avis, le principe du budget équilibré est bon. Je félicite le ministre du Commerce—sauf erreur, il l'est encore—d'avoir annoncé qu'il quitterait ses fonctions publiques pour pouvoir affirmer son adhésion au principe du budget équilibré, soulignant que s'il avait été ministre des Finances, c'est ce qu'auraient donné ses politiques. Notre groupe a toujours affirmé sa confiance dans le principe du budget équilibré.